

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1922.

Proposition de loi créant des « Chambres de Consommateurs ».

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le malaise économique continue à sévir gravement dans notre pays. — Le coût de la vie y reste élevé. Il est plus élevé que dans bien d'autres nations, et on se demande quand nous reverrons une situation se rapprochant du temps normal d'avant guerre.

Nos industriels se plaignent. Leur prix de revient est trop élevé, disent-ils, pour exporter leurs produits à l'étranger. Et chacun est convaincu que la reprise de l'activité de nos exportations ne sera possible, que lorsqu'un changement sérieux se sera produit dans le coût de la vie.

Les producteurs se plaignent donc. De leur côté, les consommateurs sont mécontents. Les uns et les autres attribuent aux vices de notre organisation commerciale, aux prélèvements abusifs d'intermédiaires trop nombreux, les causes du malaise et le maintien des hauts prix des principales denrées alimentaires.

Or, tout le monde est consommateur. Celui-ci devrait être souverain dans le monde de l'économie ; c'est lui qui devrait dicter la loi et, au contraire, c'est lui qui la subit !

Dans notre organisation politique et administrative, tous les grands intérêts possèdent des organes de défense.

Les producteurs agricoles ont leurs comices agricoles et leur Conseil supérieur de l'agriculture. De plus, la Chambre est saisie d'une proposition de loi de notre collègue M. Flagey, créant des Chambres d'agriculteurs.

Les producteurs industriels et les commerçants ont leur Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie; leurs Cercles et Associations privées ou officiels. Les commerçants ont même leur Tribunal spécial.

Quand aux consommateurs, il sont abandonnés à eux-mêmes. Les Pouvoirs publics semblent ne pas se soucier d'eux. Si sous la pression des circonstances, le Gouvernement et la Chambre ont pris des mesures pour les protéger contre

les abus du commerce et les prix usuraires, l'application de ces mesures a été, en général, fort négligée.

Nous pensons qu'il est utile, nécessaire, de donner aux consommateurs un organe officiel et permanent qui veillera aux intérêts de tous et s'occupera de rechercher les moyens les plus pratiques et les plus efficaces, pour revenir, si possible, à une situation normale des prix et des conditions de l'existence.

L'éducation des consommateurs est à faire. Il existe, il est vrai, de nombreuses associations coopératives groupant un certain nombre de consommateurs, mais la grande masse de la population reste encore indifférente aux efforts faits par d'autres.

Comment faire l'éducation des consommateurs? Comment défendre leurs intérêts? Comment faire la guerre aux abus dont ils sont les victimes? En créant des Chambres de Consommateurs, où leurs intérêts seront discutés, où des mesures pourront être recherchées et examinées dans le but de faire régner plus de justice et d'équité dans les rapports entre les producteurs et les consommateurs.

Des organismes de ce genre existent déjà dans d'autres pays, notamment en Allemagne et en France. Ils s'imposent ici.

Nous avons donc l'honneur de soumettre à la Chambre une proposition de loi créant ces organismes : dans chaque chef-lieu de province, une Chambre de Consommateurs et, à Bruxelles, un Conseil supérieur qui serait, avant tout, une émanation des Chambres provinciales.

La mission des Chambres de consommateurs sera de défendre les droits et les intérêts de tous.

Elles prêteront leur aide à l'application des lois et arrêtés qui protègent les consommateurs, en ce qui concerne les prix usuraires, les fraudes, les falsifications ou altérations de denrées, les poids et mesures, etc.

Elles signaleraient aux autorités compétentes les abus qui seraient portés à leur connaissance.

Elles feraient des enquêtes sur les conditions d'alimentation de la population, sur les prix de revient, les bénéfices du commerce, etc.

Ces études faites, ces recherches accomplies, les Chambres de consommateurs pourraient soumettre au Gouvernement des vœux et des avis. De même, le Gouvernement pourrait consulter les Chambres de consommateurs sur des questions ou des projets relatifs au but qu'elles poursuivent.

Par la publicité, journaux, brochures, etc., les Chambres de consommateurs pourraient s'adresser au public, réclamer son concours et faire ainsi, peu à peu, son éducation.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre se borne à créer une Chambre par province. Si ces organismes rendent les services que, dans notre pensée, ils sont appelés à rendre, la création de Chambres de consommateurs, par arrondissement, pourrait être envisagée et proposée par la suite.

Nous n'avons pas cru devoir entrer dans trop de détails quant à la nomination des membres et à l'organisation intérieure des Chambres de consommateurs. Un arrêté royal pourra régler ces détails. Nous estimons cependant que la désigna-

ANNEXE AU N° 401.**Proposition de loi créant
des « Chambres de consommateurs ».****ARTICLE PREMIER.**

Il est institué, dans chaque chef lieu de province, une Chambre de consommateurs.

ART. 2.

Ces Chambres ont pour mission de défendre les droits et les intérêts des consommateurs.

Elles prêtent leur aide à l'application des lois et arrêtés royaux protégeant les consommateurs, en ce qui concerne les prix usuraires, les fraudes, les falsifications ou altérations des denrées alimentaires, les poids et mesures, etc.

Elles signalent aux autorités compétentes les abus qui sont portés à leur connaissances.

Elles font des enquêtes sur les conditions d'alimentation de la population, sur les prix de revient, etc.

Elles soumettent au Gouvernement des avis et des vœux.

Elles peuvent être consultées par le Gouvernement sur des questions et des projets relatifs au but pour lequel elles sont constituées.

Elles peuvent aussi, par la voie de journaux, brochures, etc., s'adresser au public et intéresser celui-ci à leur action.

BIJLAGE VAN N° 401.**Wetsvoorstel tot oprichting
van « Kamers van verbruikers ».****EERSTE ARTIKEL.**

In elke provinciehoofdstad wordt eene Kamer van verbruikers opgericht.

ART. 2.

Die Kamers zijn gelast de rechten en de belangen der verbruikers te verdedigen.

Zij verleen hunne medewerking tot het toepassen van de wetten en Koninklijke besluiten ter bescherming van de verbruikers, in zake woekerprijzen, bedrog, vervalsching of ontaarding van eetwaren, maten en gewichten, enz.

Aan de bevoegde overheden maken zij de misbruiken bekend, waarvan zij kennis krijgen.

Zij gaan over tot onderzoekingen betreffende de voedingsvereischten der bevolking, den kostenden prijs, enz.

Aan de Regeering leggen zij adviezen en wenschen voor.

Door de Regeering kunnen zij geraadpleegd worden over de vraagstukken en de ontwerpen betreffende het doel, waarvoor zij opgericht worden.

Zij kunnen zich ook, door middel van dagbladen, vlugschriften, enz., tot het publiek wenden en de belangstelling daarvan voor hunne werking opwekken.

ART. 3.

Les Chambres de consommateurs sont composées de 15 membres.

Elles se réunissent au moins une fois par trimestre.

Leur mandat est de cinq années. Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 4.

Les membres de la Chambre des Consommateurs sont désignés par la Députation permanente de chaque province.

ART. 5.

Trois mois avant l'expiration du mandat des membres de la Chambre des Consommateurs, le Gouverneur de la province informe les Sociétés coopératives de Consommation et les Ligues sociales d'acheteurs, qu'elles pourront présenter des candidats pour la Chambre de Consommateurs.

ART. 6.

La désignation des membres se fera de façon que les diverses régions de la province soient représentées.

ART. 7.

Chaque année, les Chambres de Consommateurs rédigeront un rapport sur leur activité pendant l'exercice écoulé. Ce rapport est adressé à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 8.

Il est institué un Conseil supérieur des Consommateurs. Ce Conseil est composé de vingt cinq membres, dont deux désignés par chacune des Chambres provinciales, et sept par le Gouvernement.

ART. 3.

De Kamers van verbruikers zijn samengesteld uit 15 leden.

Zij vergaderen minstens éénmaal om de drie maanden.

Hun mandaat duurt vijf jaren. De uittredende leden zijn herkiesbaar.

ART. 4.

De leden der Kamer van verbruikers worden door de Bestendige Deputatie van elke provincie aangewezen.

ART. 5.

Drie maanden vóór het vervallen van het mandaat der leden van de Kamer van verbruikers, brengt de Gouverneur der provincie aan de Coöperatieven van Verbruik en aan de Sociale Koopersbonden ter kennis, dat zij gerechtigd zijn om kandidaten voor de Kamer van verbruikers voor te dragen.

ART. 6.

De leden worden derwijze aangewezen dat de onderscheidene streken der provincie vertegenwoordigd zijn.

ART. 7.

Elk jaar brengen de Kamers van verbruikers verslag uit over hunne werkzaamheden gedurende het afgelopen dienstjaar. Dit verslag wordt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt.

ART. 8.

Er wordt een Hooge Raad van verbruikers ingesteld. Deze Raad bestaat uit vijf en twintig leden, waarvan twee door elke der Provinciale Kamers en zeven door de Regeering worden aangewezen.

ART. 9.

Le Conseil supérieur des Consommateurs a pour mission, comme les Chambres provinciales, de défendre les droits et les intérêts des consommateurs, d'aider les pouvoirs publics à l'application des lois relatives au commerce des denrées alimentaires et autres objets nécessaires à l'existence. Il peut être consulté par le Gouvernement sur des objets spéciaux; il centralise les vœux et les avis qui lui sont adressés par les Chambres de Consommateurs.

ART. 10.

Un arrêté royal règlera l'organisation intérieure du Conseil supérieur et des Chambres provinciales des consommateurs.

ART. 11.

Chaque année, un crédit sera inscrit au budget de la province pour assurer le bon fonctionnement de sa Chambre de consommateurs.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement du Conseil supérieur seront inscrites, chaque année, au Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail.

ART. 12.

La présente loi entrera en vigueur dès sa publication au *Moniteur*.

ART. 9.

De Hooge Raad van verbruikers is, zooals de Provinciale Kamers, gelast de rechten en de belangen der verbruikers te verdedigen, zijne medewerking te verleenen aan de openbare machten tot toepassing der wetten betreffende den handel in eetwaren en andere onontbeerlijke bestaansmiddelen. Hij kan door de Regeering worden geraadpleegd over bijzondere vraagstukken; hij verzamelt de wenschen en adviezen, hem door de Kamers van verbruikers overgemaakt.

ART. 10.

De inwendige inrichting van den Hoogen Raad en van de Provinciale Kamers van verbruikers wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 11.

Elk jaar wordt op de begrooting der provincie een crediet uitgetrokken om de goede werking harer Kamer van verbruikers te verzekeren.

De uitgaven, voor de werking van den Hoogen Raad vereischt, worden elk jaar op de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voorzien.

ART. 12.

Deze wet treedt in werking vanaf hare bekendmaking in het *Staatsblad*.

L. BERTRAND.

HENRI HEYMAN.

PAUL TSCHOFFEN.

ÉDOUARD PECHER.

D^r P. LAMBORELLE.

JOS. BOLOGNE.

tion des candidats, à désigner comme membres des Chambres de consommateurs, doit être faite par les Sociétés coopératives et les Ligues sociales d'acheteurs, seuls organes actuels de défense des consommateurs.

Nous avons la conviction que cette proposition de loi est utile, que l'organisme de défense qu'elle institue pourra rendre de grands services à l'ensemble de la population.

C'est avec confiance que nous la soumettons à l'examen de la Chambre, et nous émettons l'espoir qu'elle réservera à cette proposition de loi un accueil et un vote favorables.

Louis BERTRAND.

(λ)

(N° 401)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1922

Wetsvoorstel tot oprichting van « Kamers van verbruikers ».

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De economische gedruktheid blijft op onrustbarende wijze voortduren in ons land. De duurte van het leven blijft er steeds hoog, hooger dan in tal van andere landen, zoodat men zich afvraagt wanneer men opnieuw een toestand beleven zal, die den normalen vóóroorlogschen tijd nabijkomt.

Onze industrieelen klagen; zij beweren dat de kostende prijs te hoog komt te staan om hunne producten te kunnen uitvoeren. En iedereen is er van overtuigd, dat de heropleving der bedrijvigheid van onzen uitvoer slechts dan mogelijk is, wanneer de levensduurte op tastbare wijze daalt.

De voortbrengers klagen dus, maar ook de verbruikers zijn ontevreden. De eenen en de anderen schrijven de oorzaken van de gedruktheid en het handhaven der hooge prijzen van de hoofdzakelijke voedingsmiddelen toe aan de gebreken van onze handelsinrichting, aan de overdreven winsten van al te talrijke tusschenpersonen.

Nu, verbruiker is iedereen; deze zou dus de economische wereld moeten beheerschen, terwijl hij, integendeel, er door beheerscht wordt.

In onze politieke en bestuursinrichting beschikken al de aanzienlijke belangen over verdedigingsmiddelen.

De landbouwers hebben hunne landbouweconomie's en hun Hoogen Landbouwradaad. Daarenboven werd bij het Parlement door onzen collega, den heer Flagey, een wetsvoorstel ingediend tot oprichting van Landbouwkamers.

De industrieelen en de handelaars beschikken over hun Hoogen Raad van Handel en Nijverheid, over hunne private of officieele Kringen en Vereenigingen. De handelaars hebben zelfs hunne bijzondere Rechtbank.

De verbruikers echter zijn aan zich zelve overgelaten. De openbare machten schijnen zich om hen niet te bekommeren. Wel is waar, hebben Regeering en Parlement, onder den drang der omstandigheden, maatregelen getroffen

om ze te beschermen tegen de handelsmisbruiken en de woekerprijzen, doch de toepassing dezer maatregelen werd, over het algemeen, fel verwaarloosd.

Wij zijn van gevoelen, dat het nuttig, ja noodzakelijk is, de verbruikers te bedeeën met eene officieele en bestendige inrichting, welke voor aller belangen waken zal en naar de meest practische en doeltreffende middelen zoeken om, zoo mogelijk, terug te keeren tot een normalen toestand der prijzen en der levensvereischen.

De verbruikers moeten opgeleid worden. Wel is waar, bestaan er tal van coöperatieven welke een zeker getal verbruikers groepeeren, doch de groote massa staat nog onverschillig tegenover de pogingen van enkelen.

Op welke wijze zal die opleiding geschieden? Hoe zal men hunne belangen verdedigen? Hoe de misbruiken bestreden, waarvan zij het slachtoffer zijn? Door het oprichten van Kamers van verbruikers, waar over hunne belangen wordt gehandeld, waar middelen worden nagespoord en onderzocht ten einde meer rechtvaardigheid en billijkheid te brengen in de verhoudingen tusschen voortbrengers en verbruikers.

Dergelijke inrichtingen bestaan reeds in andere landen, namelijk in Duitschland en in Frankrijk. Hier dringen zij zich op.

Wij hebben dus de eer, aan de Kamer een wetsvoorstel voor te leggen tot oprichting dezer instellingen: in elke hoofdplaats van provincie, eene Kamer van verbruikers en, te Brussel, een Hooge Raad welke, in hoofdzaak, eene uiting wezen zou van de Provinciale Kamers.

De Kamers van verbruikers hebben tot zending, de rechten en de belangen van iedereen te verdedigen.

Zij zullen hunne medewerking verleenē tot de toepassing der wetten en besluiten ter bescherming van de verbruikers, in zake woekerprijzen, bedrog, vervalsching of ontaarding van eetwaren, maten en gewichten, enz.

De misbruiken, waarvan zij kennis krijgen, zullen zij overmaken aan de bevoegde overheden.

Zij zullen onderzoek instellen naar de voedingsvereischen der bevolking, naar den kostenden prijs, de handelswinsten, enz.

Eenmaal deze opzoekingen voltrokken, kunnen de Kamers van verbruikers hunne wenschen en adviezen bij de Regeering uitbrengen. Eveneens kan de Regeering de Kamers van verbruikers raadplegen over de vraagstukken of ontwerpen betreffende het na te streven doel.

Door middel van bekendmakingen, door nieuwsbladen, vlugschriften, enz. kunnen de Kamers van verbruikers bij het publiek ingang vinden om zijne medewerking te vragen en aldus, langzamerhand, zijne opleiding te voltrekken.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de Kamer voor te leggen, bepaalt zich bij het oprichten van eene Kamer per provincie. Werpen zij de vruchten af, welke zij, naar onze meening, kunnen afwerpen, dan kan later de oprichting van Kamers van verbruikers per arrondissement worden overwogen en voorgesteld.

Wij meenen niet te moeten uitweiden over de benoeming der leden, noch over de inwendige inrichting der Kamers van verbruikers. Deze bijzaken kunnen door

een Koninklijk besluit geregeld worden. Niettemin zijn wij van gevoelen, dat de kandidaten voor de Kamers van verbruikers moeten worden voorgedragen door de Coöperatieven en de Sociale Koopersbonden, vermits deze vooralsnu de eenige instellingen zijn, die de verdediging der belangen van de verbruikers op zich hebben genomen.

Wij zijn er van overtuigd, dat dit voorstel nuttig is, en dat het verdedigingsmiddel, er door gehuldigd, geschikt is om groote diensten te bewijzen aan de algemeenheid der bevolking.

Met vertrouwen onderwerpen wij het voorstel aan de Kamer, tevens de hoop uitdrukken dat deze het welwillend onthalen en er een gunstige stemming over uitbrengen zal.

LOUIS BERTRAND.
